

RDC : l'Université Évangélique en Afrique face à la crise, un appel urgent à la solidarité

La République Démocratique du Congo (RDC) est de plus en plus confrontée à une situation sécuritaire préoccupante, notamment dans l'est du pays. Les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, ont intensifié leurs attaques, menaçant des villes clés telles que Goma et Sake. Le Défap soutient plusieurs projets en RDC, il y est en relation l'Église du Christ au Congo et différentes universités. Le Professeur Benoît Amina Lwikitcha, doyen de la Faculté de Théologie protestante de l'Université Evangélique en Afrique, nous partage les inquiétudes des étudiants depuis l'aggravation des conflits et appelle à la solidarité internationale.



Vue d'une rue à Kinshasa © Défap

« L'Université Evangélique en Afrique (UEA), située à Bukavu, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, sous la direction de la Rectrice, Professeure **Ngongo Kilongo**

Fatuma, est aujourd'hui confrontée à une crise sans précédent, conséquence de la situation politique et sécuritaire dramatique qui secoue l'est du pays. La prise de la ville de **Goma** par les rebelles du **M23**, soutenus par le **Rwanda**, et leur avancée vers Bukavu ont plongé notre institution et nos étudiants dans une situation de détresse extrême.

Un impact désastreux sur les étudiants en théologie

Avant même le début de cette crise, les étudiants et étudiantes de la **Faculté de Théologie protestante** à Bukavu faisaient déjà face à des difficultés socio-économiques importantes. Aujourd'hui, la situation s'est aggravée de manière alarmante. Nombre d'entre eux ont laissé leurs **familles à Goma et dans d'autres villages** sous occupation rebelle. Leurs paroisses, leurs champs et leurs bétails, qui constituaient leur principale source de revenus pour financer leurs études, sont aujourd'hui inaccessibles. Non seulement ils se retrouvent dans l'impossibilité de poursuivre normalement leurs études, mais aussi dans l'angoisse permanente de ne plus revoir leurs proches et leurs communautés ecclésiales.

Un soutien local mais insuffisant

Face à cette urgence, les enseignants de la **Faculté de Théologie** de l'UEA, sous l'initiative de son Doyen, le **Révérant Professeur Benoît Amina Lwikitcha**, s'efforcent, avec leurs propres moyens, de venir en aide aux familles de ces étudiants. Ils consacrent une partie de leurs **salaires** à cette assistance. Par ailleurs, plusieurs **églises et paroisses protestantes locales à Bukavu** ont également manifesté leur solidarité. Cependant, cette aide demeure largement insuffisante face à l'ampleur des besoins.

Une faculté unique dans la sous-région

Il est important de rappeler que la **Faculté de Théologie**

protestante de l'UEA est la seule institution de formation théologique protestante dans la sous-région, accueillant des étudiants de **RDC, du Rwanda et du Burundi**. Elle forme des cadres ecclésiaux issus des Églises **protestantes, pentecôtistes, évangéliques et réformées**, qui jouent un rôle crucial dans la formation spirituelle et la stabilité communautaire dans ces pays. Aujourd'hui, avec la progression annoncée des rebelles du **M23** vers Bukavu, l'enseignement au sein de la faculté est gravement perturbé par une **psychose généralisée** parmi la population.

Appel à la solidarité internationale

Face à cette situation critique, nous lançons un appel pressant à la communauté protestante, évangélique et pentecôtiste, ainsi qu'aux partenaires internationaux engagés dans la formation théologique dans les pays du Sud. Nous sollicitons également les institutions théologiques sœurs à travers le monde pour qu'elles nous aident à soutenir ces pasteurs étudiants et leurs familles en cette période de guerre.

Voyage en France pour mobiliser du soutien

Dans le cadre de cette mobilisation, grâce à l'appui du **Défap** et de ses partenaires, le **Doyen de la Faculté de Théologie de l'UEA** effectuera un **voyage en France au mois de mars**. Ce voyage aura un double objectif :

1. **Sensibiliser et mobiliser les Églises, institutions théologiques, organisations protestantes** et autres partenaires pour soutenir notre Faculté et ses étudiants en détresse.
2. Poursuivre ses **recherches postdoctorales** au sein de l'**Institut Protestant de Paris**.

Nous encourageons toute institution ou individu souhaitant apporter un soutien à contacter la [Fondation du Protestantisme](#) qui a lancé un appel à don d'urgence pour cela.

La situation en RDC, et particulièrement dans l'est du pays, est critique. La guerre imposée par le **M23 et ses partenaires étrangers** a des conséquences dramatiques sur les populations civiles et sur les étudiants en théologie. Pourtant, la mission de formation de leaders ecclésiaux et communautaires ne peut pas s'arrêter. **Nous avons besoin de votre soutien pour continuer notre mission.** »

Le Défap en RDC

Le Défap entretient des relations avec plusieurs partenaires en République démocratique du Congo parmi lesquelles une Église soeur, plusieurs universités protestantes (*l'Université protestante au Congo à Kinshasa ; l'Université libre des Pays des grands lacs à Goma et à Bukavu ; l'Université évangélique en Afrique à Bukavu ; l'Université de l'Alliance chrétienne à Boma ; l'Université presbytérienne du Congo à Kananga*). Il y envoie des professeurs et accueille des chercheurs, finance des bourses pour des étudiantes dans le but d'aider à promouvoir la place de la femme, etc. Le Défap y soutient également différents projets tels que le projet de santé communautaire autour de la culture de plantes médicinales à Bukavu, des micro-crédits pour aider des femmes dans leurs petits commerces, l'électrification de bâtiments universitaires, etc. En 2023, pour venir en aide aux déplacés fuyant les violences des rebelles du M23, [le Défap a pu apporter son soutien, avec Solidarité protestante](#), pour des distributions de vivres et de produits d'hygiène dans le camp de Kanyaruchinya.

Nous appelons à la prière et au soutien spirituel des Églises et institutions ecclésiales du Nord Kivu.

De l'Alsace à Tananarive, l'odyssée des jeunes de la paroisse de Goxwiller

Entre Goxwiller et les villages d'Andranovelona et d'Ilafy, il y a près de 8500 km de distance. Mais déjà une histoire commune, celle qui unit un groupe de jeunes d'une paroisse du Bas-Rhin, entre la plaine rhénane et les forêts vosgiennes, et des enfants de la grande banlieue de Tananarive, la capitale malgache. Ils ne se sont jamais rencontrés. Et pourtant, les jeunes de la paroisse UEPAL de Goxwiller ont récolté des fonds, monté des dossiers afin de trouver des soutiens institutionnels pour se rendre à Madagascar, et ils ont déjà aidé à créer sur place une cantine et à mettre en chantier un dispensaire. De leur côté, les habitants d'Andranovelona et d'Ilafy ont lancé eux-mêmes les travaux pour créer les fondations et les murs du bâtiment, se sont groupés pour porter le sable destiné au mortier depuis la rivière la plus proche : c'est toute la population qui s'est mobilisée et qui se prépare à accueillir les jeunes Alsaciens. Le voyage aura lieu en juillet prochain, avec le soutien du Défap. Présentation par Lalie Robson-Randrianarisoa, pasteur de la paroisse de Goxwiller.



Les jeunes de la paroisse de Goxwiller lors d'une de leurs opérations destinées à financer leur projet © UEPAL, paroisse de Goxwiller

Comment est né ce projet ?

Lalie Robson-Randrianarisoa : À l'origine, on trouve une association créée dans la banlieue de Tananarive par des membres de la FJKM, l'Église réformée malgache : Akany Tia Zaza, « le foyer qui aime les enfants ». C'était en 2018 : la nouvelle équipe de moniteurs de l'école du dimanche de la paroisse d'Andranovelona-Ilafy constatait depuis quelque temps des absences inexpliquées parmi les enfants fréquentant l'école du dimanche. Leur groupe était passé de près de 300 à environ 200, ce qui était très inhabituel. Les moniteurs décidaient de lancer une enquête auprès de leurs familles. Et que leur disaient alors les parents ? « On ne peut plus vous envoyer nos enfants. Ils ont trop faim, ils n'ont pas d'habits, ils sont malades ».

Très touchée par cette situation qu'elle découvrait, l'équipe des moniteurs de l'école du dimanche décidait de constituer une association pour aider ces familles. Avec une idée simple,

qui est aussi d'origine biblique : pas la peine d'essayer d'inculquer quoi que ce soit aux enfants si on ne les nourrit pas ; la foi sans les œuvres, ça n'a pas de sens. Et sitôt l'association créée, ses membres ont commencé à chercher des soutiens à Madagascar, mais aussi auprès d'Églises sœurs à l'étranger, jusqu'en Europe.

Comment s'est fait le contact avec la paroisse de Goxwiller ?

Par l'intermédiaire d'une de mes connaissances, qui m'a contactée en 2018 : je viens moi-même de Madagascar, et je connais une ancienne professeure de français très engagée dans de nombreux projets humanitaires, qui s'est déjà investie auprès d'enfants dans le Sud de Madagascar, et qui habite dans ce village. Elle a fait partie de l'équipe des moniteurs de l'école du dimanche d'Andranovelona-Ilafy. Comme elle fait de fréquents voyages en France, elle a pu venir nous présenter l'action de l'association Akany Tia Zaza. Et les jeunes de la paroisse ont décidé de s'impliquer. Ils ont voulu s'appeler « Les Baobabs » (1), avec l'idée d'aider, mais aussi d'aller sur place pour se rendre compte par eux-mêmes.

Le premier but d'Akany Tia Zaza était de fournir une meilleure alimentation aux enfants. Puis, l'association s'est mise à faire du soutien scolaire, a mis en place une mutuelle pour les familles : car dans les hôpitaux malgaches, les patients doivent tout payer de leur poche, depuis les analyses jusqu'aux médicaments. Mais bientôt, il y a eu un drame : une mort dans le village, par manque d'infrastructures de santé. Quand il y a besoin de soins, il faut se rendre à Tananarive même. Le village n'est qu'à 18 km de la capitale, mais l'état des routes est tel, et les embouteillages si importants, qu'il faut parfois plus de 3 heures pour rejoindre l'hôpital le plus proche. C'est ainsi qu'est née l'idée de construire un dispensaire. Pendant que, parallèlement, le besoin de s'organiser pour nourrir les enfants débouchait sur l'idée d'une véritable cantine scolaire.

Où en est le projet des « Baobabs » ?

Les jeunes de Goxwiller se sont très tôt impliqués pour chercher des subventions, organiser leur voyage : ils avaient prévu de récolter des fonds pour pouvoir se rendre à Madagascar à l'été 2021. Entretemps, il y a eu la pandémie de Covid-19 qui a tout retardé. Mais ils sont très motivés et ne se sont pas découragés. Ils ont multiplié les opérations : organisation de repas, ventes sur les marchés de Noël... Par leurs propres initiatives, ils ont récolté 14.000 euros pour leur voyage. Ils ont trouvé des soutiens. Dont celui du Défap, que je tiens à remercier pour sa confiance. Entretemps, ils ont continué à soutenir Akany Tia Zaza, qui a aujourd'hui l'appui de trois associations en Europe. Et le travail sur place commence à porter ses fruits : il y a désormais une cantine scolaire provisoire qui nourrit 360 enfants à raison de trois jours par semaine. Pour la plupart des enfants qui la fréquentent, c'est leur seul repas de la journée. Il y a aussi un soutien scolaire le samedi pour les enfants qui ont des examens. Mieux pris en charge et mieux nourris, les enfants sont plus concentrés en classe et apprennent mieux.

De leur côté, les habitants des villages ont été très touchés de cet intérêt que leur portaient des jeunes Européens, si loin de leur propre pays. Ils se sont impliqués collectivement pour aider à concrétiser le projet de dispensaire, qui sera la seule structure de santé pour tous les villages environnants. Ils ont uni leurs efforts pour couler les fondations, construire les murs... Grâce aux dons qui leur sont envoyés, ils ont pu commencer à s'équiper en matériel.



Le chantier du dispensaire © UEPAL, paroisse de Goxwiller
Quand est prévu le voyage ?

Du 7 au 22 juillet. Le principal objectif sera d'achever la création du dispensaire. Il s'agira aussi d'améliorer la cantine, qui est encore provisoire et qui a besoin de meubles. Mais au-delà, les jeunes de Goxwiller espèrent beaucoup apprendre de ce voyage. Échanger avec les Malgaches. Vivre avec eux. Ils comptent par exemple animer sur place un centre aéré éphémère, qui servira pour des moments ludiques mais aussi pour des formations, et dont le but sera surtout de créer du lien. Je les accompagnerai sur place et je ne leur ai rien caché de l'inconfort d'un tel séjour, mais ça ne les effraie pas : ils sont passés par l'étape du scoutisme et ils savent se débrouiller ! Ils ont déjà prévu de se partager en équipes entre le dispensaire, la cantine, le centre aéré...

Quand ils se sont lancés dans ce projet en créant « Les Baobabs », ces jeunes avaient pour la plupart autour de 14-15 ans. Aujourd'hui, ils sont adultes, ils ont pris des chemins différents : certains sont en fac ou dans une grande école, d'autres sont en apprentissage... Ils se préparent à devenir ingénieur, préparatrice en pharmacie, assistante sociale... Et pourtant, ce projet les unit toujours. Chacun s'y implique avec ses propres compétences. C'est un engagement fort pour eux tous qui va se concrétiser cet été. Ils espèrent, et j'espère avec eux, que ce projet ne s'arrêtera pas là, qu'il en sortira quelque chose de pérenne.

Quelles pourraient être les suites ?

Continuer à financer le projet, et revenir, peut-être d'ici deux ans, pour voir les résultats. Et au-delà de l'école, aider aussi à former les jeunes adultes. Akany Tia Zaza a déjà financé les études d'une jeune Malgache qui se destine à devenir sage-femme/infirmière. Elle achève sa formation l'année prochaine et a signé un contrat de 5 ans avec l'association pour travailler dans le dispensaire. Il y a aussi d'autres besoins sur lesquels nous voudrions intervenir. Par exemple, il y a des enfants du village qui sont obligés de travailler dans des carrières de pierres. Et leurs familles

aussi... C'est un travail pénible et ces familles manquent de tout, de matériel, de vêtements, elles grelottent l'hiver... On ne peut pas forcément mettre fin à toutes les misères, mais on voudrait alléger leur fardeau : on a déjà prévu de leur apporter des vêtements lors de notre voyage de juillet.

Mais l'idée centrale, c'est vraiment de créer du lien, et notamment autour de ce qui nous rapproche le plus : l'évangile. Grâce au lien qui nous unit en Christ, la distance physique qui nous sépare est considérablement réduite. Il ne s'agit pas simplement d'aller faire de l'humanitaire, mais de vivre quelque chose ensemble. Comme il est dit dans Matthieu 25 : « toutes les fois que vous avez fait ces choses à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous les avez faites ». Nous voulons, à notre échelle, être des témoins de l'Église universelle. Je me souviens encore, en tant que pasteur, de ce qui m'a été dit le jour de mon ordination : « Vous aurez la tête dans le ciel, mais les pieds dans la boue ». Il y a une connexion directe entre le ciel et la terre. On ne peut pas se cantonner à la théologie en négligeant l'action ; et l'action sans la foi n'a plus de fondement.



Les habitants d'Andranovelona allant chercher du sable à la rivière pour le mortier destiné aux fondations du dispensaire

© UEPAL, paroisse de Goxwiller

(1) Pourquoi ce nom ? « C'est parce que nous souhaitons nous rendre utiles à autrui que nous avons choisi de nous appeler les Baobabs », expliquent les jeunes de Goxwiller : « cet arbre à la silhouette très reconnaissable est aussi appelé « arbre de vie », car ses fruits comme ses feuilles sont comestibles et connus pour leurs propriétés médicinales, et son tronc absorbe l'eau et lui sert de réservoir ; un symbole de durabilité pour les humains et la biodiversité qui nous plaisait particulièrement ! »

26 juin : une nuit de prière pour les victimes de la torture

Chaque année, l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) propose aux chrétiens de toutes confessions de devenir veilleurs, au cours d'une nuit de prières à l'intention de ceux qui, partout dans le monde, sont torturés. Cette chaîne de prière mondiale est un événement œcuménique unique, une action tout à la fois individuelle et collective. Depuis 2006, plus de 180 victimes ont été soutenues au cours de cet événement.



Illustration pour la nuit des veilleurs 2024

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture). L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.

Cette 19ème édition, qui marque également l'anniversaire des 50 ans de l'ACAT, rassemble chrétiens du monde entier et sympathisants de toutes générations, engagés dans la défense des droits humains. Pour cette nouvelle Nuit des Veilleurs,

l'ACAT propose le thème suivant : « Grâce au Christ, la vie a vaincu la mort » en s'appuyant sur le message de l'apôtre Paul « o`mort, ou`est ta victoire ? » (I Corinthiens 15. 55)

Depuis 2006, ce sont plus de 180 défenseurs et défenseures des droits qui ont été mis en valeur et soutenus par les membres ou des sympathisants de l'ACAT-France. Plusieurs types d'actions sont possibles, mais les plus fréquentes consistent à organiser ou participer à des veillées le 26 juin dans des lieux de cultes, ou en plein air, à toute heure de la journée, à le faire savoir en inscrivant cette action dans un formulaire disponible sur le site www.nuitdesveilleurs.fr ; à allumer une bougie virtuelle avec votre prénom et la ville où vous habitez ; à écrire un message de soutien sur carte postale qui parviendra aux défenseurs et défenseures des droits soutenus.

La torture fait partie des pires manifestations du mal

Celui qui est engagé dans le combat contre la pratique de la torture se sent parfois dans le doute et déboussolé. Une force en lui le pousse cependant à persévérer : il sait que Dieu sera avec lui dans le combat difficile qu'il doit mener contre les puissants, afin d'arracher la victime injustement condamnée à ses bourreaux et lui rendre le plein respect de sa dignité.



Floriane Irangabiye
BURUNDI



Kenia Hernandez
MEXIQUE



Yonny Ronay Chacon González
MEXIQUE – CHIAPAS

Quelques-unes des victimes de torture soutenues par l'ACAT

Pour cette année, les victimes d'injustices et de tortures que

l'ACAT-France soutient sont Floriane Irangabiye, Jean-Rémy Yama, Kenia Hernandez, Yonny Ronay, Prageeth Eknaligoda, Nguy Thi Khanh, Jalal,Abdullah, Yusef, Hassan, Ali Jaffar,Jawad, Ali Hassan, Mahdi, Mohamed Ramadan et Hussein Ali Moosa.

Elles sont menacées, battues, emprisonnées, mises au secret, pour leurs engagements politiques, leurs convictions, leur volonté de défendre les plus démunis, au péril de leur vie.

Le 26 juin, soutenez les, dites-leur qu'on ne les oublie pas, priez pour elles et pour eux, et écrivez-leur.

Haïti : l'espérance face au chaos

Après des semaines marquées par une violence croissante de la part des gangs, un conseil présidentiel de transition espère rétablir le calme en Haïti. Il doit nommer un nouveau Premier ministre par intérim et ouvrir la voie à des élections, ce qui serait une première depuis 2016. La crise humanitaire a explosé, avec plus de 15 000 personnes contraintes de quitter leur domicile à Port-au-Prince depuis fin février, rejoignant les plus de 300 000 personnes déplacées dans tout le pays ces dernières années.



Dans une rue de Port-au-Prince © Philippe Verseils pour Défap
C'est une scène devenue courante dans les rues de Port-au-Prince. Une scène de guerre : des centaines d'habitants en train de courir pour échapper aux combats. Ce lundi 18 mars, plus d'une quinzaine de personnes ont été abattues et *Le Nouvelliste*, quotidien haïtien référence, évoquait des attaques de gangs contre les quartiers de Laboule et Thomassin. Mardi, ce sont ceux de Diègue, Doco, Métivier, Pégu-Ville, qui ont été attaqués à leur tour. Beaucoup d'habitants se sont retrouvés assiégés chez eux, piégés par les échanges de tirs ; d'autres ont pu prendre la fuite et se réfugier sur des places publiques à Pétion-Ville.

*Fuite devant les combats – Port-au-Prince, quartier de
Carrefour-Feuilles, août 2023 © FEPH pour Défap*

Les gangs contrôlent désormais la quasi-totalité du territoire de la capitale haïtienne. Ils n'hésitent pas à s'en prendre à des institutions, des hôpitaux, des commissariats où les policiers restent terrés devant des forces supérieures en nombre et mieux armées. La crise humanitaire a explosé, avec plus de 15 000 personnes contraintes de quitter leur domicile à Port-au-Prince depuis fin février, rejoignant les plus de 300 000 personnes déplacées dans tout le pays ces dernières années. Les difficultés pour accéder aux biens de première nécessité, et notamment pour se nourrir, atteignent des niveaux critiques, et elles pourraient s'aggraver, selon le Programme alimentaire mondial (PAM), qui estime que plus d'un million de personnes sont menacées par la famine. Dans les régions les plus pauvres, la nourriture et l'eau sont rares depuis des jours, tandis que les hôpitaux et les cliniques ont été contraints de fermer, alors même que le nombre de cas nécessitant des soins médicaux urgents augmente.



*Vue d'un camp de déplacés à la frontière dominicaine ©
Philippe Verseils pour Défap*

Il s'agit de la pire situation d'urgence humanitaire qu'ait connue Haïti depuis de nombreuses années. Pourtant, l'aide n'arrive qu'au compte-goutte. Entrer dans un pays en pleine guerre civile, dont le principal aéroport international et les points de passage terrestres restent fermés, présente d'énormes défis. À la frontière avec la République dominicaine se pressent d'énormes files de commerçants qui peuvent passer la journée dans le pays voisin pour acheter des produits de première nécessité. De nombreux déplacés s'y sont aussi regroupés dans des camps de fortune, sans pouvoir passer la frontière.



*Vue d'un camp de déplacés à la frontière dominicaine ©
Philippe Verseils pour Défap*

La violence des groupes armés, qui gangrène Haïti depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, a atteint un niveau inédit le 29 février, lorsque le chef de gang Jimmy Chérizier a appelé d'autres gangs à unir leurs forces dans une coalition Viv Ansanm (Vivre ensemble) pour renverser le Premier ministre par intérim Ariel Henry. Alors que ce dernier était à l'étranger pour tenter de renforcer le leadership du Kenya dans la mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) autorisée par l'ONU, les gangs ont lancé des attaques coordonnées contre des bâtiments gouvernementaux et des infrastructures clés, attaquant l'aéroport et prenant le contrôle du port. Ils ont également libéré environ 4 000 détenus de deux prisons. Ariel Henry, qui reste bloqué à Porto Rico et ne peut pas rentrer en raison de la situation sécuritaire, s'est engagé à démissionner dès qu'un conseil présidentiel serait formé.



Vue de Port-au-Prince © Philippe Verseils pour Défap

Ce conseil présidentiel de transition espère désormais rétablir le calme. Il est censé nommer un nouveau Premier ministre par intérim et ouvrir la voie à des élections, qui n'ont pas eu lieu depuis 2016. Face à l'opposition de la justice kenyane et de certains Haïtiens, le déploiement de la mission d'assistance à la sécurité autorisée par l'ONU reste incertain. Mais alors que les gangs menacent de s'emparer de la présidence, nombreux sont ceux qui estiment qu'il n'y a pas d'alternative.

Comment aider ?

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus

fragiles. Et c'est en soutenant les institutions liées à ces Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Elles-mêmes ne sont pas à l'abri des pénuries et de la violence, mais elles se consacrent avec dévouement à semer des graines d'espérance. Le soutien de partenaires étrangers est pour elles nécessaire. Ainsi, la Mission Biblique développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti). Avec le soutien du Défap, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), à travers son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants – un enjeu majeur pour la formation des futurs citoyens, alors que du fait de la mauvaise qualité de l'enseignement public, l'analphabétisme concerne près de 4 Haïtiens sur 10.



La scolarisation des enfants se poursuit, dans des conditions précaires © FEPH pour Défap

Ce qui relie ces acteurs, c'est la Plateforme Haïti, mise en

place par la Fédération protestante de France en lien avec celle d'Haïti, et coordonnée par le Défap. Elle permet un partage d'informations, des actions en commun, des récoltes de fonds pour les projets en cours sur place... La Mission biblique en est membre, mais aussi la Fondation La Cause pour les orphelinats, ou encore le SEL.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

L'Église luthérienne de Centrafrique : 100 ans, et un rôle social toujours essentiel

L'Église évangélique luthérienne de République centrafricaine a célébré en novembre 2023 les 100 ans de l'arrivée des premiers missionnaires de la Sudan Mission. Cette Église, premier partenaire du Défap dans ce pays, regroupe aujourd'hui 125.000 membres répartis dans sept régions. Surtout, elle a un rôle essentiel dans un pays qui peine à se relever de décennies de conflits, où l'insécurité reste persistante, et où les services de base sont quasi-inexistants en-dehors de Bangui.



Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR

Si des évêques de l'Église luthérienne du Cameroun figurent sur cette photo de famille, ce n'est pas un hasard : longtemps, l'Église luthérienne de Centrafrique et celle du

Cameroun ont été une seule et même Église. Une histoire commune qui remonte à l'arrivée des premiers missionnaires américains de la Sudan Mission (aujourd'hui ELCA) en 1923 à Ngaoundéré. Et c'est encore à Ngaoundéré qu'est née officiellement, le 20 décembre 1960, l'Église évangélique luthérienne du Cameroun et de la République centrafricaine (EELCRCA). Ce n'est qu'au cours de l'année 1973 que la partie centrafricaine de l'EELCRCA est devenue une Église nationale, la partie camerounaise conservant le nom d'Église évangélique luthérienne du Cameroun (EELC).

Ce cliché a été pris au mois de novembre 2023, en pleine célébration du centenaire de l'EEL-RCA ; au premier plan, portant des lunettes de soleil, on peut reconnaître Annelise Deiss, qui représentait le Défap. L'Église évangélique luthérienne de République centrafricaine est en effet le premier partenaire du Défap dans ce pays, où se trouve aussi une Église membre de la Cevaa, l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique, qui a bénéficié plusieurs années d'un accompagnement pastoral. Le thème des célébrations de ce centenaire, qui se sont tenues du 6 au 12 novembre, était : « 100 ans d'évangélisation en paroles et en actes », tiré de Matthieu 28 : 19-20. Les festivités ont été marquées par une conférence sur l'histoire de l'Église, par des visites de sites, des cultes à Bouar, Abba et Baboua ; ainsi que par une exposition et une caravane organisées dans la ville de Bouar... Mais le fait le plus significatif est peut-être, en prélude à l'arrivée de la délégation camerounaise, la mise à la disposition de la population présente à Gallo et Bohong d'une équipe médicale venue du Cameroun. Les besoins sont en effet criants, et l'EEL-RCA y consacre une grande partie de ses activités. Quand on interroge le Révérend Joseph Ngoé, président de l'Église, sur ses priorités, il évoque « la réconciliation, la fourniture de soins de santé et d'éducation à la population, et le soutien particulier à ceux qui vivent dans les zones rurales pour faire face à la pauvreté ».

Écoles, centres de santé, projets générateurs de revenus...



Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA © DR

La République centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Elle se classe tout en bas des indices mondiaux du capital humain et de développement humain, à la 188ème place sur 191. Environ 71% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté internationale (c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour). Le sous-sol est riche en ressources naturelles, mais ce qui pourrait être une opportunité est plutôt devenu une malédiction pour ce pays. La RCA a connu dernièrement plus de deux décennies de crises, les oppositions politiques ayant des répercussions sur les relations entre communautés et entre religions, au point que la prise de pouvoir par la Séléka en 2013 a laissé craindre un affrontement généralisé entre chrétiens (largement majoritaires dans le pays) et musulmans, plutôt présents dans le Nord-Est, près de la frontière avec le Tchad et le Soudan voisins. Des responsables religieux ont dû longtemps œuvrer à l'apaisement, à l'instar des trois « saints de Bangui » : le révérend Nicolas Guerekoyame-Gbangou, pasteur de l'Église évangélique Elim Bangui-M'Poko et représentant du

protestantisme, Mgr Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui et représentant du catholicisme, et l'imam Omar Kobine Layama, président de la conférence islamique. Mais la paix est loin d'être revenue et la dernière crise a été déclenchée par une coalition de rebelles en décembre 2020. Longtemps, le gouvernement de Bangui n'a contrôlé de fait qu'une infime partie du pays, le reste étant mis en coupe réglée par des groupes insurgés. Aujourd'hui, il est largement dépendant pour assurer la sécurité de soutiens militaires étrangers, venus de la Russie (le groupe Wagner) et du Rwanda ; les forces françaises se sont retirées depuis 2016. Le pays compte aussi sur son sol une Force de maintien de la paix de l'Onu, la MINUSCA, présente depuis avril 2014 et qui mobilise plus de 17.000 personnes.



*Photo prise lors des célébrations du centenaire de l'EELRCA ©
DR*

Après des décennies de guerres et de crises, l'insécurité reste le premier problème de la population, et il n'est pas rare que des attaques de groupes rebelles entraînent de nouveau des exodes d'habitants fuyant les violences en abandonnant leurs habitations et leurs champs. Les infrastructures sont détruites, les services de base à peu près inexistantes en-dehors de la capitale, et les Églises font

partie des rares institutions à rester debout et à faire fonctionner des écoles, des dispensaires, ou à venir en aide aux plus démunis. C'est le cas de l'EELRCA, présente surtout dans la partie Ouest du pays, où elle regroupe 125.000 membres répartis dans sept régions, à travers 544 « congrégations » (paroisses) ; elle compte 74 pasteurs et 540 « catéchistes diplômés ». Elle est en lien plutôt avec des partenaires américains (ELCA) mais a entretenu aussi pendant de longues années des relations avec les protestants de France via la Colureum (Commission luthérienne des relations avec les Églises d'outre-mer), aujourd'hui intégrée au Défap.

Ce rôle social essentiel, le Révérend Joseph Ngoé a tenu à le rappeler dans un entretien publié par la Fédération luthérienne mondiale à l'occasion du centenaire de l'EEL-RCA. L'Église luthérienne de Centrafrique, a-t-il souligné, « contribue énormément au développement du pays dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures pour l'approvisionnement en eau, des projets générateurs de revenus et dans le domaine agricole. Par exemple, nous avons mis 30 écoles primaires à la disposition des populations de certains villages des sous-préfectures d'Abba, Baboua, Bouar et Bocaranga, dans des zones où le gouvernement n'est pas en mesure d'intervenir. Nous comptons au total près de 5700 élèves pour l'année scolaire 2022-2023 (...) Dans le domaine de la santé, il existe deux centres de santé : à Bohong (à 70 km de Bouar sur la route de Bocaranga) et au Centre de Santé Emmanuel (à 60 km de Bouar sur la route de Baboua). »

Retrouvez ci-dessous une présentation en vidéo de l'EEL-RCA :

Haïti : un anniversaire dans la douleur pour la FEPH

Dans un pays sinistré et où les gangs entretiennent un niveau de violences comparable à celui d'un pays en guerre, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti s'efforce de préserver, par l'éducation, la possibilité de construire un autre avenir. Grâce à son réseau de plus de 3000 écoles protestantes, elle revendique la scolarisation de 300.000 enfants. La FEPH fête en ce mois de mai ses 37 ans, dans un contexte douloureux : son directeur exécutif, Christon St Fort, a demandé des prières d'intercession aux organisations chrétiennes qui soutiennent les écoles haïtiennes.



Affiche des 37 ans de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti © FEPH

En Haïti, le quotidien a tous les aspects d'une guerre civile. Les pénuries sont permanentes, les services de l'État défaillants, tout est difficile et dangereux : se déplacer, se fournir en denrées de base, poursuivre une activité professionnelle, s'occuper de ses enfants et de ses proches... Surtout, la violence est omniprésente. C'est particulièrement le cas de la capitale, Port-au-Prince, mais cette situation d'insécurité extrême a tendance à s'étendre, y compris dans des zones jusqu'alors plus épargnées comme le département de

l'Artibonite. À Port-au-Prince même, plus aucun quartier n'est sûr, pas même les arrondissements de Kenscoff ou Pétion-Ville, longtemps considérés comme moins touchés. Les gangs qui tiennent les rues et se livrent à une véritable guérilla pour le contrôle de tel quartier ou de tel grand axe rançonnent, pillent, violent, massacrent, brûlent : pour le seul mois d'avril, et pour la seule capitale, plus de 600 personnes ont été tuées, selon les chiffres de l'Onu qui évoque des niveaux de violence « comparables à ceux des pays en situation de guerre ». Face à l'impuissance de la police, des habitants s'organisent en milices, massacrant sans autre forme de procès les membres de gangs qui peuvent tomber entre leurs mains. Ces « brigades de vigilance » sont, selon le dernier rapport de l'Onu, responsables du lynchage d'au moins 75 personnes, dont 66 membres de gangs, au cours du premier trimestre 2023. Devant une situation aussi ingérable, le haut-commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Volker Türk, a lancé un nouvel « appel à la communauté internationale pour qu'elle déploie une force de soutien spécialisée (...) avec un plan d'action complet pour aider les institutions haïtiennes ».

Mais ce soutien international se fait attendre et nombre d'Haïtiens eux-mêmes redoutent les effets à moyen terme d'une telle ingérence étrangère, qui pourrait aggraver la dépendance du pays sans régler pour autant les problèmes politiques, la corruption, la dégradation des services de l'État, sans compter tout ce qui doit être reconstruit dans tous les domaines les plus nécessaires à la vie d'un pays, depuis le secteur agricole jusqu'aux infrastructures de transport ou aux écoles...

Plaidoyer pour le droit à une éducation de qualité

Les écoles : voilà précisément l'un des lieux où peut se préparer un autre avenir pour Haïti. Sans éducation, pas de sortie possible de la pauvreté, pas de moyen de former une génération de citoyens qui seront outillés pour lutter contre la corruption et pour aider à construire une société moins

violente et plus juste. Préparer l'avenir, en dépit des duretés du quotidien : c'est la difficile tâche des établissements membres de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH). À travers tout le pays, selon les chiffres de la Banque Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac. Dans ce contexte, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, grâce à son réseau de plus de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap et fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.

La FEPH fête en ce mois de mai ses 37 ans, dans ce contexte douloureux marqué par les violences : son directeur exécutif, Christon St Fort, a demandé des prières d'intercession aux organisations chrétiennes qui soutiennent les écoles haïtiennes. « Cette violence est traduite par des viols, des vols, des affrontements entre gangs rivaux, des enlèvements contre rançon, empêchant les enfants d'aller correctement à l'école. Aujourd'hui, nous sommes inquiets de cette situation où les enfants ne peuvent pas jouir convenablement de leur droit à une éducation de qualité (...) Nous voudrions vous demander de prier pour l'arrêt des violences en Haïti, de manière à ce que les enfants puissent aller à l'école. »

La FEPH fait partie des acteurs de l'enseignement mobilisés autour du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) pour tenter de préserver des conditions décentes permettant les apprentissages des élèves. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu en présence du ministre, le professeur Nesmy Manigat. « Au cours des discussions sur la situation sécuritaire dans les écoles, les responsables d'organisations socio-professionnelles comme le Consortium du secteur privé de l'éducation (COSPE), la Commission épiscopale pour l'éducation catholique (CEEC), la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEFH), l'Association professionnelle des directeurs d'écoles privées, des directeurs d'écoles privées et publiques fortement affectées par les derniers événements, des inspecteurs et des représentants d'une association de psychologues ont tour à tour fait le point sur l'état délétaire et très grave du contexte actuel », a indiqué le ministère. « Ces responsables ont alerté sur la gravité de la situation sécuritaire avec les cas de kidnapping de parents et d'enfants devant les écoles, les tirs incessants, les balles perdues sur les écoles, les élèves, enseignants ou d'autres membres du personnel blessés. Les directeurs d'écoles ont noté particulièrement la difficulté pour l'exercice des apprentissages dans les écoles dans ce contexte de violence aggravée. Mais plus encore, les ressources humaines, surtout les enseignants travaillant dans les écoles qui ne sont plus disponibles car, fuyant leurs zones vers d'autres régions plus clémentes, quand ce n'est pas le pays tout court (...) Les acteurs demandent au Gouvernement de tout faire pour garantir le droit à la vie et le droit à l'éducation tout en souhaitant une réunion élargie avec certains responsables de haut niveau de l'État. »

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Madagascar : Mananjary après le cyclone

Mananjary, ville ravagée en février 2022 par le passage du cyclone Batsirai, et où la solidarité du

protestantisme français avait permis de reconstruire deux orphelinats, craignait beaucoup l'arrivée de la super-tempête Freddy. Mais le cyclone était considérablement affaibli après sa traversée de l'océan Indien lorsqu'il a atteint la côte malgache au soir du 21 février.



L'arrivée de Freddy sur la côte est de Madagascar vue par satellite. Mananjary était au cœur de la zone touchée. © Nasa

Il y a un an presque jour pour jour, Mananjary était frappée de plein fouet par le cyclone Batsirai. Cette ville de la côte sud-est de Madagascar, face à l'océan Indien, est particulièrement vulnérable aux tempêtes tropicales qui, pendant toute la saison cyclonique, d'octobre à mai, arrivent de La Réunion avant de toucher la côte africaine. En février 2022, Batsirai avait détruit la localité à plus de 80%. Il avait fallu un soutien international de plusieurs mois, d'abord pour aider la population menacée par la famine et le manque d'eau du fait de la destruction des cultures et de la pollution de l'approvisionnement en eau potable, ensuite pour

reconstruire. Deux orphelinats en particulier, le Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) et le centre Akany Fanantenana, avaient bénéficié d'une mobilisation inédite de plusieurs organismes protestants, La Cause, ADRA, le Défap et les Amis du Catja notamment.

En ce mois de février, Freddy, cyclone tropical de catégorie 5 né au large des côtes du nord-ouest de l'Australie, laissait craindre des dégâts aussi monumentaux. Le 16 février, alors qu'il traversait le sud de l'océan Indien, il était accompagné par des vents de plus de 265 km/h, selon le Joint Typhoon Warning Center, centre militaire américain de prévision des cyclones tropicaux. Et selon un autre organisme américain, la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration, en français l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique) Freddy était l'une des cinq tempêtes de catégorie 5 jamais enregistrées en février sur Terre. La seule tempête de février plus violente (par la vitesse de ses vents) était le cyclone tropical Winston de 2016.

Akany Fanantenana : « Les enfants vont bien, les adultes aussi »



Les effets du passage de Freddy au centre Akany Fanantenana, à Mananjary © La Cause

Mais lorsqu'il a atteint la ville de Mananjary, le 21 février vers 19h30, heure locale, Freddy avait perdu beaucoup de sa force. La population s'était largement préparée, renforçant les toitures par des sacs de sable pour les empêcher d'être emportées ; plusieurs milliers de personnes de cette localité de 28.000 habitants (au milieu d'un bassin de population de près de 80.000 personnes) avaient été évacuées, rejoignant soit des proches dans des lieux moins exposés, soit des centres d'hébergement. Les vents au moment où Freddy a touché terre atteignaient les 110 km/h, avec des rafales à 130. Les témoignages sur place font état de toitures arrachées par les vents (le toit du stade a notamment été emporté), de portions de côte submergées par les vagues ; mais pas de pluies violentes comme celles qui, l'année précédente, avaient provoqué d'importantes inondations, aggravant les destructions

; et au final, des dégâts bien moindre que redouté.

Plus de 38.000 sinistrés ont néanmoins été recensés après le passage de Freddy dans le district de Mananjary par le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC). Une délégation présidentielle s'est rendue sur place dans les jours qui ont suivi, apportant des aides d'urgence : 50 tonnes de riz, 50 tonnes de légumineuse, 2 tonnes de farine et de sucre, de l'huile alimentaire et des matériaux de première nécessité pour les réparations – des tôles pour les toitures notamment. Le président Andry Rajoelina a rendu visite au Collège d'enseignement général (CEG), détruit par la tempête et dont il a promis la reconstruction rapide.

Au niveau des centres accueillant des enfants, le Catja et Akany Fanantenana, qui avaient pu être remis en état l'année précédente grâce à la solidarité du protestantisme français, les effets du passage de Freddy sont restés limités : les toits ont tenu. Le Catja a enregistré essentiellement des dégâts sur les cultures. Au niveau du centre Akany Fanantenana, là aussi, des dégâts sur les cultures, quelques tôles et un panneau solaire arrachés : « Tous les bâtiments sont indemnes, y compris le poulailler », a fait savoir le pasteur Élia Rozy, qui a fondé et qui gère ce centre avec son épouse Émilienne ; « les enfants vont bien, les adultes aussi ».

Hope 360 : aidez-nous à décrocher la Lune !

L'équipe du Défap s'est mise en route, le 27 février, pour une randonnée en groupe à travers Paris destinée à engranger des kilomètres en faveur du projet présenté lors de l'édition 2023 de Hope 360. Destination : l'ambassade de Djibouti, lieu symbolique puisque c'est précisément à Djibouti que se situe le projet de formation à l'énergie solaire soutenu par le Défap. Venez nous rejoindre : où que vous soyez, vous pouvez, vous aussi, apporter votre soutien à ce projet... et aider, collectivement, tous les « hopeurs » à totaliser la distance Terre-Lune !



L'équipe du Défap au départ du 102 boulevard Arago, à Paris

27 février : toute l'équipe du Défap prend la pose avant de se lancer dans une randonnée dans Paris pour engranger des kilomètres en faveur de la formation de techniciens spécialisés dans l'énergie solaire à Djibouti – le projet présenté cette année lors de Hope 360. Voici donc Nicolas,

Princia, Maëlle, Laure, Christiane, Véronique, Basile, Éline... Des permanents et salariés, une ancienne membre du Défap, une boursière, le secrétaire général et un membre du Conseil : un groupe éclectique mais motivé, bientôt rejoint par des étudiants de l'Institut Protestant de Théologie. Vous aussi, vous pouvez nous rejoindre pour porter ce projet : Hope 360 vous donne l'occasion de vous engager de diverses manières, en courant ou en marchant depuis chez vous, en participant à la course organisée le 15 avril en région parisienne... mais aussi en soutenant financièrement un coureur, ou directement le projet lui-même.

[Du courant en courant : le projet du Défap](#)



Hope 360 en est à sa troisième édition : ce rendez-vous sportif et ludique est organisé par **Asah** (Association au Service de l'Action Humanitaire), le collectif des acteurs chrétiens de la solidarité internationale dont fait partie le Défap. Le principe de ces rendez-vous est simple : il s'agit d'aider à **promouvoir des projets de solidarité internationale** présentés par les participants. Cette année, ce sont plus d'une trentaine de projets qui sont présentés par divers organismes, parmi lesquels figurent le SEL, A Rocha, Portes Ouvertes, Medair, Fidesco, La Cause, ADRA... et bien sûr le Défap. Avec plusieurs rendez-vous et plusieurs objectifs :

1) La course connectée :

Elle a commencé depuis janvier. Toute personne peut y prendre part, quel que soit le lieu, en s'inscrivant sur le site de Hope 360 et en choisissant un projet à soutenir. Il suffit d'enregistrer en ligne le nombre de kilomètres parcourus. Deux objectifs à cette course :

- un **objectif collectif** : atteindre, ensemble, un nombre de kilomètres cumulés de **384.000** – soit la **distance Terre-Lune**.
- un **objectif par projet** : permettre au projet que vous soutenez d'avoir le plus de kilomètres, et donc le plus de visibilité d'ici le 15 avril !

2) La course en présentiel le 15 avril :

Elle aura lieu en région parisienne, à la **base de loisirs du Val-de-Seine** (dans les Yvelines). Rendez-vous de 9 à 18 heures afin d'y découvrir de **multiples parcours sportifs** pour petits et grands, des **animations** qui décoiffent, un **village** rassemblant les associations et ONG, de quoi grignoter, tout ce qu'il faut pour passer une journée ensemble en faveur de la solidarité internationale !

Objectif : porter le projet que vous aurez choisi lors des courses ! À pied, en vélo ou en caisse à savon, pas besoin d'être un grand sportif pour vous engager !

Et vous, comment soutiendrez-vous le projet du Défap ?

VOUS AUSSI, VOUS POUVEZ CHACUN ET CHACUNE PARTICIPER !

- En vous **inscrivant seul.e** et en ajoutant vos km faits à distance
- En **organisant une marche** (ou une course pour les plus motivé.e.s) près de chez-vous
- En **venant à la course** en présentiel le 15 avril aux Mureaux
- En **soutenant financièrement** une personne qui court ou directement le projet



Les inscriptions se font [sur le site de Hope 360](#). Une fois inscrit, chaque coureur choisit [le projet qu'il veut soutenir](#) et, pour participer à la course connectée, se fixe un objectif à atteindre en nombre de kilomètres. Le projet qu'il veut promouvoir et les kilomètres parcourus apparaissent dans [son espace personnel](#).

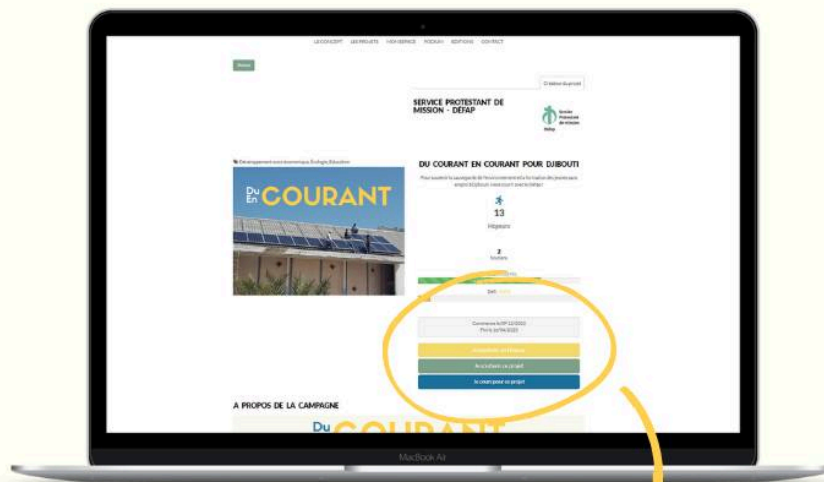
Votre soutien au projet du Défap, [« Du courant en courant pour Djibouti »](#) sera triplement utile. Il permettra :

- à de nombreux foyers en difficulté d'être autonomes en énergie en ayant des panneaux solaires durables dans le

- temps puisqu'ils pourront être entretenus et réparés ;
- de réduire la pollution liée aux énergies fossiles ;
 - de former des jeunes sans emploi et ainsi de leur promettre un avenir meilleur.

Pour s'inscrire ou soutenir il suffit :

- d'aller sur le site www.hope360.events
- de cliquer sur l'onglet "Les projets"
- de cliquer sur le projet du Défap "Du courant en courant"



Je soutiens un Hopeur

Je soutiens ce projet

Je cours pour ce projet



Venez décrocher la Lune avec le Défap et Hope 360

La troisième édition de Hope 360 se prépare ! Cette course solidaire et connectée organisée par Asah, le collectif des acteurs chrétiens de la solidarité internationale, se tiendra en deux temps : à partir du 1er janvier débutera la « course connectée ». Puis, le 15 avril, se déroulera la course en présentiel à l'île de loisirs du Val-de-Seine, dans les Yvelines. Le Défap participe à cette édition 2023 avec un projet de formation à l'énergie solaire à Djibouti.



En route pour la troisième édition de Hope 360 !

Les deux premières éditions, en 2019 et 2021, avaient eu lieu à Valence. Pour sa troisième édition, Hope 360 se déplace en région parisienne – plus précisément dans les Yvelines, du côté des Mureaux, à l'île de loisirs du Val-de-Seine. Un cadre vaste et verdoyant, idéal pour organiser les courses et les rencontres entre les « hopeurs » et les organismes dont ils

soutiendront les projets. Objectif : participer à une journée ludique tout en donnant de son temps et en recueillant des fonds au profit de projets solidaires.

Le principe est simple : les « hopeurs » choisissent de soutenir l'un des projets présentés à l'occasion de Hope 360, et courent pour en assurer la promotion et recueillir des fonds. Pas besoin d'être un athlète ou un habitué des défis sportifs, l'important, c'est le fun... et l'engagement à soutenir un projet. Cet événement solidaire se décompose en deux temps :

- **une « course connectée » à partir du 1er janvier 2023** : tous les participants de Hope 360 sont invités à engranger collectivement le plus possible de kilomètres pour essayer de battre un record. Les distances parcourues par les uns et les autres seront comptabilisées sur une appli sportive. Dès lors, pas besoin d'être en un lieu précis pour participer : il est possible d'accumuler des kilomètres en courant n'importe où dans le monde. Cette année, il s'agit... d'atteindre la distance Terre-Lune, soit 384.000 km !
- **une « course en présentiel » qui aura lieu le 15 avril** en région parisienne, plus précisément à l'île de loisirs du Val-de-Seine, dans les Yvelines.

Une vingtaine d'associations et de projets sont attendus ; le Défap y participe cette année avec un projet centré sur la formation à l'énergie solaire à Djibouti. Un projet qui mêle l'aspect social (il s'agit d'aider des jeunes à s'insérer dans le marché du travail grâce à une formation reconnue) et l'aspect de développement durable : Djibouti est en quête de nouvelles sources d'énergie pour aider à son développement économique tout en cessant de dépendre des énergies fossiles... mais la filière solaire manque encore cruellement de techniciens formés. Le partenaire du Défap sur place est l'Eped, l'Église protestante évangélique de Djibouti, qui a acquis des compétences d'encadrement et de formation de jeunes

à l'occasion de la rénovation de son temple, un projet porté pendant de nombreuses années par le Défap. Pour en savoir plus, vous en trouverez [une présentation complète ici](#).

900 € = un élève formé

Votre participation sera triplement utile. Elle permettra :

- à de nombreux foyers en difficulté d'être autonomes en énergie en ayant des panneaux solaires durables dans le temps puisqu'ils pourront être entretenus et réparés ;
- de réduire la pollution liée aux énergies fossiles ;
- de former des jeunes sans emploi et ainsi de leur promettre un avenir meilleur.



La formation d'un.e élève coûte 900€



Chaque année 20 élèves peuvent être formé.e.s

Ensemble tentons d'aider un maximum de personnes à se former !



Premier objectif : une personne formée (900€)

Commençons déjà ensemble à financer la formation d'un.e élève !



Deuxième objectif : deux personnes formées (1800€)

900€ sont déjà récoltés ? Finançons un.e deuxième élève !



Troisième objectif : trois personnes formées (2700€)

Félicitation trois élèves sont déjà formé.e.s. Vous pensez pouvoir faire plus ? Alors continuons ensemble, parlez-en autour de vous !

Hope 360 est un concept imaginé par Asah (Association au Service de l'Action Humanitaire), le collectif des acteurs chrétiens de la solidarité internationale – un réseau agissant dans l'urgence, le développement, le plaidoyer, l'environnement ou la solidarité au Nord et au Sud, dont fait partie le Défap. L'objet d'Asah est de favoriser l'échange, la réflexion et la collaboration entre les associations humanitaires et autres organismes, de mutualiser et renforcer

l'efficacité et la qualité des actions de ses membres, et plus largement des acteurs de solidarité, afin de répondre aux besoins réels des populations les plus démunies.

Inscriptions et tarifs

Les inscriptions se font [sur le site de Hope 360](#). Une fois inscrit, chaque coureur choisit [le projet qu'il veut soutenir](#) et, pour participer à la course connectée, se fixe un objectif à atteindre en nombre de kilomètres. Le projet qu'il veut promouvoir et les kilomètres parcourus apparaissent dans [son espace personnel](#). Pour comptabiliser la distance parcourue, il suffit d'une appli de sport ; il est possible d'en télécharger une ici :

Téléchargez l'appli
sportive :



Les tarifs d'inscription ont été pensés afin que Hope 360 soit un événement abordable pour le plus grand nombre. L'inscription donne accès à la version connectée et à la journée en présentiel. À vous de participer de la façon dont vous le souhaitez !

- **Tarif Hopeur solo** : 9 €
- **Tarif « C'est une affaire de famille »** :
 - De 2 à 5 personnes : 6€ / personne
 - De 6 à 10 personnes : 30€
- **Tarif « On se lance un challenge en équipe »** :

- Moins de 10 personnes : 9€ / personne
- À partir de 10 personnes : 6€ / personne au lieu 9€

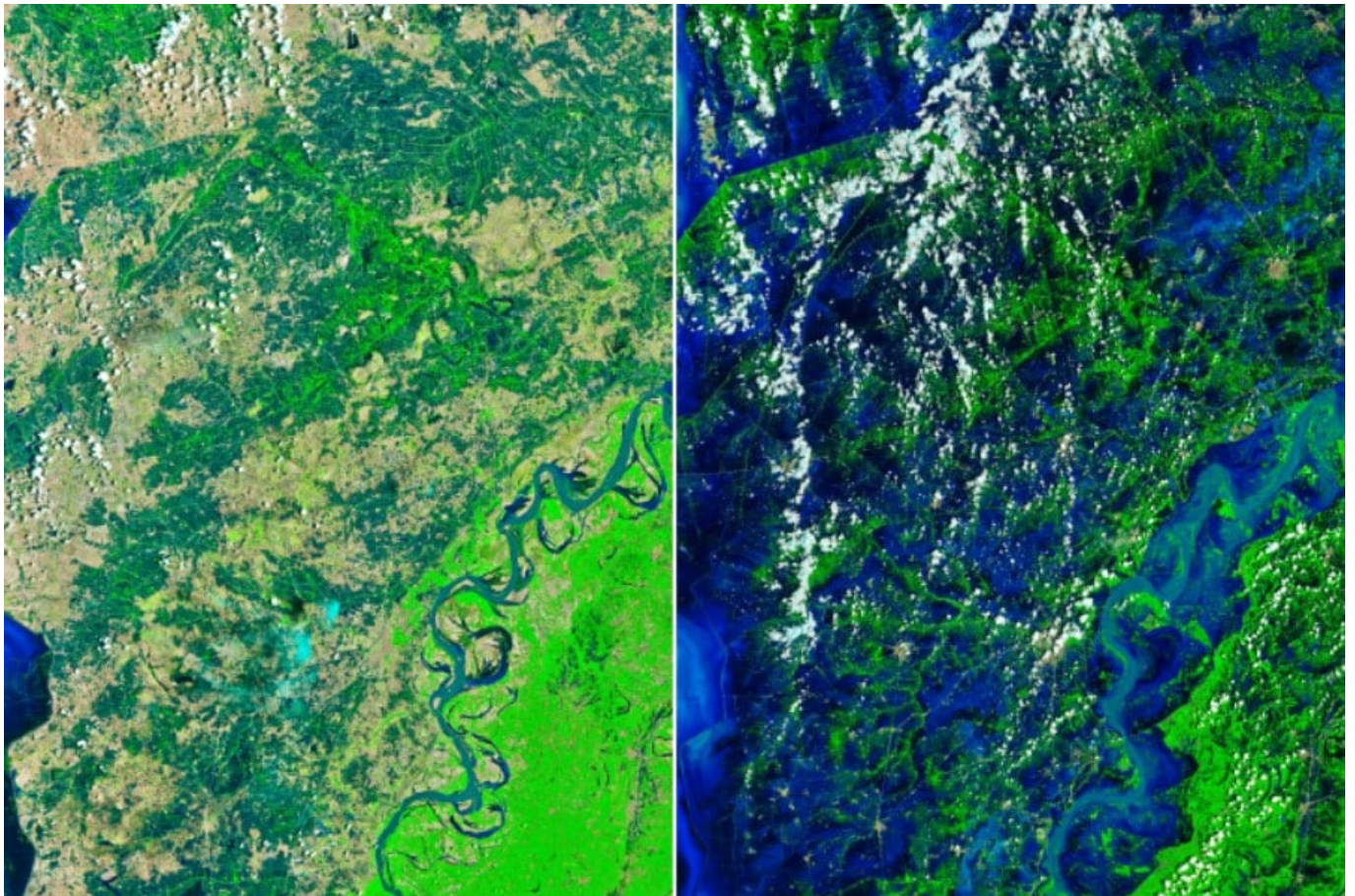
En présentiel, l'accès au site, la visite du village, le concert et les animations seront GRATUITS.

Et si vous voulez en savoir plus sur Asah, le collectif à l'origine de cet événement solidaire, cette vidéo est pour vous :

COP 27 : comment les Églises s'engagent

Alors que la 27ème Conférence des Parties s'est tenue en novembre en Égypte, événements climatiques extrêmes et rapports d'experts se conjuguent pour appeler les

décideurs mondiaux à faire davantage pour sauvegarder les conditions de vie sur notre planète. Aux côtés des ONG et des militants pour l'environnement, les chrétiens s'engagent aussi. En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d'une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Un mouvement dans lequel s'inscrit pleinement le Défap.



Les inondations au Pakistan vues depuis l'espace : à gauche, photo satellite du 4 août 2022 ; à droite, photo satellite prise le 18 août montrant les zones inondées © Nasa

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine : nous en avons désormais les effets tous les jours sous les yeux. Des effets redoutables, qui se traduisent par des destructions et des pertes de vies humaines touchant principalement les pays du Sud. C'est ce constat, fait dès l'ouverture de la COP 27 le dimanche 6 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, qui a conduit ces pays à réclamer des dédommagements financiers. Cette question délicate des

« pertes et dommages » a été officiellement ajoutée à l'ordre du jour lors de la cérémonie d'ouverture, alors qu'elle ne devait jusqu'alors faire l'objet que d'un « dialogue », prévu jusqu'en 2024.

L'image d'ouverture de cet article résume à elle seule cet enjeu : elle montre les effets des inondations catastrophiques qui ont frappé le Pakistan au cours des mois précédant cette 27ème Conférence des Parties, qui a regroupé les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Depuis la mi-juin 2022, le Pakistan a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays.

Ce que l'on prévoit, ce que l'on observe

Mais ce n'est que l'un des événements les plus dramatiques d'une année 2022 qui a vu se multiplier les anomalies climatiques, comme les canicules répétées en Europe accompagnées d'incendies hors-normes, ou la sécheresse extrême qui frappe la Corne de l'Afrique. Un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publié à l'ouverture de la COP 27 constitue un nouveau signal d'alerte : si les projections pour cette année se confirment, les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées. Il vient s'ajouter au dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), qui souligne que la fenêtre d'action pour limiter la hausse globale des températures est en train de se refermer. Les politiques publiques mises en œuvre par les États depuis la COP 26 – qui s'est tenue en 2021 à Glasgow, au Royaume-Uni – se traduisent aujourd'hui par une différence négligeable en ce qui concerne les émissions de gaz

à effet de serre jusqu'alors prévues pour 2030. Ce qui est très insuffisant pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique bien en-dessous de 2°C. Sans un changement majeur, la température moyenne du globe devrait augmenter de 2,8°C d'ici la fin du siècle. Et même si les engagements déjà pris au niveau international étaient effectivement tenus – ce qui est loin d'être le cas – la hausse de température atteindrait entre 2,4 et 2,6 °C.

La fiabilité de ces prévisions est largement reconnue dans le milieu scientifique. Certes, il ne s'agit que de prévisions. Mais ce que l'on peut d'ores et déjà observer aujourd'hui va dans le même sens. Comme ce que montre cette animation :

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme... Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats

d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa sur [sa page Youtube consacrée au climat](#), et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Quand les Églises appellent à une « conversion » écologique

Alors que les conséquences des changements climatiques, mais aussi de la déforestation et de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les humanitaires s'y sont mis aussi. Les Églises se sont également saisies de la question, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Une préoccupation visible depuis longtemps au niveau international : dès 1983, la Déclaration œcuménique de Vancouver avait souligné les liens existant entre justice, paix et sauvegarde de la création. Au niveau français, à l'approche de la COP 27, le Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF) a diffusé une adresse œcuménique appelant le président Macron à « une vraie « conversion » écologique ». L'Église Protestante Unie de France avait pour sa part pris comme thème principal de son synode national en 2021 : « Écologie : quelle(s) conversions » ; et à l'issue de ses travaux, le Synode avait diffusé un texte constituant une prise de position publique à l'adresse non seulement de ses membres et des paroisses, mais aussi de la société dans son ensemble et des décideurs, appelant à des actions urgentes en faveur de la sauvegarde de la création.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en

place une démarche de plaidoyer et a créé une [commission Écologie et Justice climatique](#), présidée par [Martin Kopp](#). Le [Défi Michée](#) porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement [Chrétiens unis pour la terre](#), ou la démarche initiée par le label « [Église verte](#) » .

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Quand elles ne militent pas directement en faveur du climat, les Églises, notamment protestantes, manifestent aussi bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. La conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Comme le soulignait en 2007 le sociologue Claude Dargent dans un article de La Croix (Ce que l'écologie française doit au protestantisme), « les

protestants sont deux fois plus nombreux que les Français pris dans leur ensemble à être membres d'une association environnementale ou à être prêts à s'y engager ». Les mouvements écologistes français sont aussi redevables à l'héritage de grandes figures intellectuelles et militantes comme Jacques Ellul et Joseph Charbonneau.

Le Défap agit pour sa part dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets... et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont déjà un problème majeur. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales. Ce sont quelques-uns de ces projets que vous avez pu découvrir sur notre site à l'occasion de la COP 27.

Les plaies d'Haïti

Après la violence des gangs et la corruption, après les hausses de prix de l'essence annoncées par un gouvernement désespérément en quête d'autonomie

financière, et les manifestations qui ont suivi ; après les pénuries, les blocages de dépôts de carburant, les écoles et les hôpitaux fermés, voici le choléra. Et Haïti appelle à une aide extérieure. Mais ce dont le pays a besoin avant tout, c'est d'un soutien pour garantir une véritable indépendance.



Une commerçante haïtienne dans sa boutique – © maxpixel.net
Les plaies d'Égypte étaient au nombre de dix. Celles d'Haïti sont bien plus nombreuses, non pas d'origine divine, mais essentiellement causées par les hommes. La dernière en date, le choléra, n'est elle-même qu'une conséquence d'un blocage de plus en plus dramatique de la société et des institutions. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, le pays n'a plus de chef d'État, mais un gouvernement intérimaire dirigé par le Premier ministre Ariel Henry. Dans les faits, la rue est aux gangs, bien plus nombreux et mieux armés que la police, et les luttes entre groupes armés

exacerbent les crises existantes, telles que la malnutrition et le manque de biens de première nécessité. Plus d'un million de personnes dans la capitale souffrent de la faim, l'eau se fait de plus en plus rare et récemment, les pénuries de carburant ont contraint les hôpitaux à fermer. Les premiers cas de choléra confirmés ont été signalés dans les bidonvilles de Cité Soleil et de Carrefour Feuilles – des zones contrôlées par les gangs et quasi-inaccessibles aux équipes médicales. Impuissant à rétablir un semblant d'ordre et de services essentiels, le gouvernement Henry a réclamé une aide internationale par une résolution prise en conseil des ministres le 6 octobre. Le 9, l'appel a été relayé par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Des hausses des prix des carburants de plus de 100%

À l'origine de l'aggravation actuelle de la crise haïtienne, il y a eu l'annonce, le 11 septembre par Ariel Henry, d'une hausse spectaculaire des prix du carburant. Il s'agissait pour le gouvernement de trouver des ressources financières qui lui font cruellement défaut, en mettant fin à des subventions aux produits pétroliers, en luttant contre le marché noir ; il s'agissait aussi de mieux contrôler les flux de marchandises qui bien souvent échappent aux droits de douane... Mais dans un contexte où beaucoup n'ont pas même assez pour se nourrir, l'annonce a dégénéré en manifestations et en violences, avec appels à la démission du Premier ministre – un mécontentement exploité et accru par les groupes armés, souvent soutenus par de puissants intérêts politiques et économiques hostiles à Ariel Henry : c'est ainsi qu'une puissante fédération de gangs connue sous le nom de G-9 a bloqué l'accès au terminal pétrolier de Varreux. Le blocus dure depuis un mois et les pénuries sont devenues catastrophiques. On ne trouve plus d'essence qu'au marché noir. Une situation assez similaire aux débuts de la crise qui avait lancé la contestation contre le président Jovenel Moïse : c'était en juillet 2018 et les

manifestations avaient commencé après l'annonce d'une hausse de 40% du prix du carburant. Aujourd'hui, il s'agit d'une hausse de 100% ; et elle intervient après une hausse de 200% sur certains produits pétroliers comme le diesel en décembre dernier.

Les appels à une intervention internationale se sont multipliés bien avant la résolution du gouvernement Henry. Le président américain Joe Biden a évoqué la situation haïtienne le 21 septembre à la tribune des Nations unies, à l'occasion de la 77ème assemblée générale. Mais qui se soucie de donner à Haïti les moyens de prendre son destin en main ? Les promesses internationales de soutien financier pour renforcer la police haïtienne n'ont pas été honorées par ceux qui les ont faites – à l'exception notable du Canada. Et Haïti souffre déjà trop de sa dépendance à l'extérieur. Ce pays autrefois riche de ses ressources naturelles doit aujourd'hui importer toutes ses denrées de base. La corruption a encouragé la destruction de la couverture végétale – ce qui favorise aujourd'hui les coulées de boue lors des cyclones. Les précédentes interventions internationales ont été entourées de scandales : comme la gabegie qui a suivi le séisme de 2010. Port-au-Prince aurait dû renaître de ses ruines plus belle, plus solide ; mais depuis 2010, seuls les bâtiments publics comme la Cour de cassation ou le Ministère du tourisme ont été rénovés dans le respect des normes antisismiques. Sur les près de 9 milliards d'euros d'aides qui ont été débloqués par la communauté internationale pour venir en aide à Haïti, la majeure partie a été détournée. Et au moment où le choléra fait de nouveau des victimes, comment oublier que la précédente épidémie avait été provoquée par les casques bleus de l'ONU, qui avaient déversé des eaux usées contaminées dans une rivière ? Ces mêmes casques bleus qui avaient été accusés d'abus sexuels systématiques envers la population haïtienne... Ce n'est pas pour rien que l'on surnomme parfois Haïti « la République des ONG » ; mais ces ONG n'y sont pas moins perçues avec méfiance.

Aider nos partenaires haïtiens à agir et à porter leur témoignage

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c'est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Les relations entre les protestantismes haïtien et français sont anciennes et solides. En témoigne l'existence de la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France et dont la gestion administrative est assurée par le Défap, qui rassemble les acteurs du protestantisme français ayant des liens avec le protestantisme haïtien. Comme le soulignait il y a déjà plus d'un an le pasteur Philippe Verseils, « il faut aider nos partenaires haïtiens à survivre ». Il connaît bien à la fois Haïti et le Défap : il a travaillé une dizaine d'années au sein du Service Protestant de mission entre les années 90 et 2000, avant d'être envoyé du Défap en Haïti deux ans à partir de 2010.

Si les Églises seules ne peuvent résoudre les multiples plaies qui affligent Haïti, elles peuvent continuer à agir et à porter leur témoignage. C'était le sens de l'appel de Martin Luther King, dont on oublie souvent qu'il était un pasteur baptiste, lors de sa remise du prix Nobel de la paix, en 1964 : « Aujourd'hui, dans la nuit du monde et dans l'espérance, j'affirme ma foi dans l'avenir de l'humanité. Je refuse de croire que les circonstances actuelles rendent les hommes incapables de faire une terre meilleure. Je refuse de partager l'avis de ceux qui prétendent l'homme à ce point captif de la nuit, que l'aurore de la paix et de la fraternité ne pourra

jamais devenir une réalité. Je crois que la vérité et l'amour, sans conditions, auront le dernier mot effectivement. La vie, même vaincue provisoirement, demeure toujours plus forte que la mort. Je crois fermement qu'il reste l'espoir d'un matin radieux, je crois que la bonté pacifique deviendra un jour la loi. Chaque homme pourra s'asseoir sous son figuier, dans sa vigne, et plus personne n'aura plus de raison d'avoir peur. »

Le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France est actuellement présidée par le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)

Centenaire de l'ACO : à la rencontre de deux grands témoins

À l'occasion des célébrations de son centenaire, l'ACO, organisme missionnaire proche du Défap, va faire venir entre fin septembre et début octobre, à Strasbourg

d'abord, puis à Paris, des invités de divers pays représentatifs de la structure internationale qu'est aujourd'hui l'ACO-fellowship. Parmi eux, deux membres de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient : Talin Mardirossian, libanaise, assistante sociale à Bourj Hammoud, près de Beyrouth, et Houri Moubahiajian, théologienne et catéchète en Syrie, épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de l'Église du Christ à Alep.



*Aide scolaire au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud ©
ACO*

L'histoire de l'Action Chrétienne en Orient est faite de rencontres fortes, de relations d'amitié, de solidarité vécue dans les circonstances les plus difficiles. Elle trouve son origine dans l'action du pasteur alsacien Paul Berron, témoin direct des souffrances des Arméniens survivants du génocide turc. De là, des relations étroites nouées dès le début avec l'Église Évangélique Arménienne. Née au XIXe siècle à Constantinople au sein de l'Église Apostolique Arménienne,

Église orthodoxe orientale autocéphale, elle se caractérisa dès l'origine par une volonté de retour au texte biblique, avec un accent particulier sur la doctrine du salut par la grâce en Jésus-Christ, et par des efforts de traduction de la Bible de l'arménien classique en langue moderne, afin de la rendre accessible au plus grand nombre. Un mouvement qui fut combattu par les autorités religieuses, au point qu'en 1846, tous les partisans de la réforme furent excommuniés par le Patriarche de Constantinople. À la veille du génocide de 1915, l'Église Évangélique Arménienne comptait plus de 51.000 membres, de nombreuses églises, des écoles et des instituts de théologie. Quelques années après, en 1920, il n'en restait plus que 14.000, survivants du génocide. Ces réfugiés et exilés reconstituèrent alors des Églises dans leur pays d'accueil : en Syrie, au Liban, aux États-Unis... En France, l'ACO noua des liens forts avec ces communautés arméniennes protestantes expatriées et contribua à la création de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France. Et lorsque les missionnaires européens durent pour beaucoup quitter le Proche-Orient, c'est à l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient que l'ACO remit ses bâtiments d'Alep.

Ces relations que l'ACO s'emploie à entretenir seront prochainement incarnées par deux témoins. Il s'agit de deux femmes venues, l'une du Liban, l'autre de Syrie : Talin Mardirossian et Houry Moubahiajian.

Talin Mardirossian et le Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud



Au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud © ACO

Des adolescentes studieusement penchées sur leur table de travail, entre cartables et trousse : l'image que vous pouvez voir en ouverture de cet article pourrait évoquer une salle d'étude dans un collège en France. À ceci près qu'elle a été prise à Bourj Hammoud, dans la banlieue de Beyrouth ; et cette scène de vie ordinaire est déjà une victoire de la vie et de la solidarité.

Bourj Hammoud, avec ses 150.000 habitants, est en quelque sorte le « quartier arménien » de Beyrouth. C'est une banlieue qui s'est développée avec l'arrivée des premiers Arméniens survivants du génocide de 1915 ; c'était auparavant une zone de marécages. Les rescapés du génocide qui n'avaient pas disparu lors de la marche de la mort dans Deir ez-Zor ont d'abord obtenu le droit d'y construire des cabanes. Puis les cabanes sont devenues des maisons. Aujourd'hui, comme toute la capitale libanaise et ses banlieue, c'est devenu une zone urbaine densément construite et densément peuplée.

C'est à Bourj Hammoud que l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient soutient un centre d'action sociale, le « SAC » (Social Action Committee). Son rôle est crucial dans un quartier qui reste largement défavorisé, avec de nombreux besoins sur les plans sociaux, éducatifs et sanitaires. Et qui a vécu depuis plus de dix ans les contrecoups successifs des crises que connaît la région : l'arrivée de réfugiés syriens en 2011 ; la crise économique qui a fait plonger une grande partie de la population libanaise sous le seuil de pauvreté à partir de 2019 ; les conséquences de la pandémie de Covid-19 ; l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, qui a été comme le coup de grâce pour une société libanaise à bout de souffle... Aujourd'hui, les habitants de Bourj Hammoud, ce « quartier arménien » de Beyrouth, vivent pour beaucoup dans la plus grande précarité : personnes âgées sans retraite, familles sans ressources pour financer le quotidien et les soins de santé... Et le « SAC » apporte aide sociale, soutien financier pour les soins, aide au logement, aide éducative, accueil et soutien aux réfugiés syriens.

Le SAC est directement soutenu par l'ACO Fellowship pour ses actions de solidarité. Il fonctionne grâce à des bénévoles encadrés par deux assistantes sociales : Lena Danaoghlian, la directrice, et Talin Mardirossian.

C'est cette dernière qui pourra témoigner, à Strasbourg d'abord, puis à Paris, de ce qui se vit au quotidien au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud. Le « SAC » a été un des bénéficiaires des collectes spéciales menées par l'ACO après l'explosion du port de Beyrouth. Son action est également reconnue par la Fondation du Protestantisme.

Houri Moubahiajian et l'Église du Christ à Alep



Un quartier détruit par la guerre à Alep © ACO

Houri Moubahiajian est syrienne, professeure de religion à Alep. Elle est l'épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de l'Église du Christ, paroisse protestante arménienne d'Alep, en Syrie. Il faut savoir que cette Église est en fait directement issue du centre missionnaire de l'Action Chrétienne en Orient, qui avait été créé pour apporter un soutien tout à la fois matériel et spirituel aux Arméniens rescapés du génocide de 1915 et qui venaient s'entasser par milliers dans des camps misérables aux portes d'Alep.

Malgré la guerre civile, le pasteur Bchara Moussa Oghli a poursuivi son ministère sur place. Et en pleine guerre, l'Église du Christ a choisi de continuer à assumer son rôle d'Église, en dépit des risques encourus par tous. Avec une volonté de confiance, un amour du prochain et une spontanéité qui s'opposaient aux mécaniques de la division et de la guerre qui étaient à l'œuvre à travers la Syrie. Comme l'écrivait en

mai dernier le pasteur Bchara Moussa Oghli : « D'habitude, quand les choses se passent bien dans tel ou tel domaine et après qu'une analyse et une planification ont été faites en amont, le mérite en revient à ceux qui ont fait cette analyse et cette planification. C'est tout à fait vrai dans le cas du Génocide de 1915. Le Génocide a été catastrophiquement bien planifié, brutalement exécuté et douloureusement efficace.

Quant à une société missionnaire comme l'Action Chrétienne, venue en Orient pour aider les survivants de ce Génocide, qui pourrait revendiquer un quelconque crédit pour une planification préalable ? Ce n'était dans les rêves de personne de la mission, pas seulement dans ses premiers pas, mais aussi dans les étapes précédant la vie missionnaire. Au contraire, la plupart du temps, il s'agissait de réactions spontanées de personnes engagées qui, dans des circonstances exceptionnelles, avaient pour seul but de laisser : « ... l'amour chrétien et la charité... intervenir pour soigner quelque peu les blessures. »

On pourrait en dire autant de l'agression de la Syrie à la mi-mars 2011, près d'un siècle après le Génocide. Car cette agression avait aussi été catastrophiquement bien planifiée, brutalement exécutée et douloureusement efficace. Quant à l'Église du Christ à Alep, elle a réagi de façon candide et a résisté au travers des gens qui la servaient lorsque cette agression écrasante s'est installée, ils ne comptaient que sur Dieu. Il était absolument vital que l'Église du Christ à Alep n'ait aucune stratégie ou programme à long terme et puisse s'engager pleinement dans ses ministères quotidiens habituels. »

Le programme des rencontres

Talin Mardirossian et Houri Moubahiajian seront reçues par l'ACO fin septembre à Strasbourg pour prendre part à diverses rencontres : participation à un culte mission à Schillersdorf (consistoire de Pfaffenhoffen), visite du service de l'enseignement religieux et de la catéchèse, découverte de la

SEMIS, de la Médiathèque Protestante, visites à Strasbourg, Colmar et autres lieux... Cet échange est réalisé dans le cadre de l'ACO Fellowship, la structure internationale de l'Action Chrétienne en Orient, et fait suite à un premier voyage qui avait vu l'accueil de la pasteure Petra Magne de la Croix et de M. Éric Faure au Liban et en Syrie en 2019. Taline et Hourri rejoindront ensuite les nombreux délégués qui viendront à Strasbourg, puis à Paris, pour les rencontres du Centenaire de l'ACO.